



© Alistair Holmes via Flickr

Dossier Regards chrétiens sur l'entreprise

«Un changement profond de la culture des entreprises est nécessaire pour contribuer à transformer notre système économique et à lui rendre une légitimité sociétale. Il ne s'agit pas de détruire celui-ci ou de le remplacer mais de l'humaniser et de l'orienter davantage vers le bien commun de la planète».

Ph. de Woot, *Lettre ouverte aux décideurs chrétiens en temps d'urgence* (Éd. Lethielleux - DDB, 2009)

«On ne peut servir deux maîtres, Dieu et l'argent». «Il est plus difficile à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu qu'à un chameau de passer par le trou de l'aiguille». Dès le début, l'Église a été confrontée aux questions économiques et n'a cessé de s'en préoccuper bien avant les grandes encycliques sociales. À chaque époque, elle a pris position par rapport aux problèmes du moment. Aujourd'hui, dans le prolongement de la crise financière de 2007-2008 qui fait toujours sentir ses effets, la question de l'exclusion reste centrale.

Les interpellations du Pape François dans ce domaine sont vigoureuses, comme le montrent les extraits que nous avons choisis où il s'insurge, notamment, contre cette culture du «déchet» qui enferme aujourd'hui une part importante de l'humanité.

Quatre témoignages illustrent la responsabilité des chrétiens dans l'économie et l'entreprise.

Xavier Deleval, dirigeant de PME, veut donner un nouveau souffle à l'Association chrétienne des cadres et dirigeants (ADIC) qu'il préside, en s'inspirant de l'appel du Pape François à refuser l'exclusion.

Philippe de Woot, professeur émérite de l'UCL, chrétien engagé et spécialiste renommé du monde de l'entreprise, nous livre une analyse originale appelant les dirigeants chrétiens à devenir prophètes, prêtres et rois. Si leur responsabilité première est de faire fonctionner leur entreprise, ils doivent aussi jeter un regard critique sur un système économique qui est à l'origine de beaucoup de bienfaits, mais aussi de beaucoup de souffrance.

Étienne de Callatay, économiste en chef de la Banque Degroof, nous donne son éclairage sur le monde de la finance.

Enfin, avec Paul Croon, nous découvrons ce qu'est l'«économie de communion», initiée par le mouvement des Focolari. Des chefs d'entreprise s'engagent à vivre autrement leur métier en mettant la personne au centre de leur activité.

Pour terminer, nous proposons à ceux qui veulent aller plus loin la lecture du livre très fouillé de Pierre de Lauzun, *Un regard chrétien sur la finance*, qui vient d'obtenir le prix de la fondation vaticane *Centesimus annus*.

La rédaction

Le Pape François contre l'idolâtrie de l'argent

Les interventions du Pape François à propos de l'économie sont innombrables, car il a fait de son combat pour la justice une de ses priorités majeures. Les paragraphes consacrés à ce thème dans son encyclique *Evangelii Gaudium* sont interpellants. Nous vous en proposons quelques extraits ci-dessous. La crise n'est en premier lieu ni financière, ni économique, mais anthropologique. C'est principalement dans l'idolâtrie de l'argent et l'oubli des exigences de la dignité humaine qu'elle trouve son origine.

EVANGELII GAUDIUM : UNE ENCYCLIQUE QUI DONNE LE TON

• Non à une économie de l'exclusion

53. (...) Une telle économie tue. Il n'est pas possible que le fait qu'une personne âgée réduite à vivre dans la rue meure de froid ne soit pas une nouvelle, tandis que la baisse de deux points en bourse en soit une. Voilà l'exclusion. On ne peut plus tolérer le fait que la nourriture se jette, quand il y a des personnes qui souffrent de la faim. (...) Nous avons mis en route la culture du «déchets» qui est même promue. Il ne s'agit plus simplement du phénomène de l'exploitation et de l'oppression, mais de quelque chose de nouveau : avec l'exclusion reste touchée, dans sa racine même, l'appartenance à la société dans laquelle on vit. (...) Les exclus ne sont pas des «exploités», mais des déchets, «des restes».

54. Dans ce contexte, certains défendent encore les théories de la «rechute favorable», qui supposent que chaque croissance économique, favorisée par le libre marché, réussit à produire en soi une plus grande équité et inclusion sociale dans le monde. Cette opinion, qui n'a jamais été confirmée par les faits, exprime une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et dans les mécanismes sacralisés du système économique dominant. (...)

• Non à la nouvelle idolâtrie de l'argent

55. Une des causes de cette situation se trouve dans la relation que nous avons établie avec l'argent, puisque nous acceptons paisiblement sa prédominance sur nous et sur nos sociétés. La crise financière que nous traversons nous fait oublier qu'elle a à son origine une crise anthropologique profonde : la négation du primat de l'être humain ! Nous avons créé de nouvelles idoles. (...)

56. Alors que les gains d'un petit nombre s'accroissent exponentiellement, ceux de la majorité se situent d'une façon toujours plus éloignée du bien-être de cette heureuse minorité. Ce déséquilibre procède d'idéologies qui défendent l'autonomie absolue des marchés et la spéculation financière. Par conséquent, ils nient le droit de contrôle des États chargés de veiller à la préservation du bien commun. Une nouvelle tyrannie invisible s'instaure, parfois virtuelle, qui impose ses lois et ses règles, de façon unilatérale et implacable. (...)

• Non à l'argent qui gouverne au lieu de servir

57. (...) J'exhorte les experts financiers et les gouvernants des différents pays à considérer les paroles d'un sage de l'Antiquité : «Ne pas faire participer les pauvres à ses propres biens, c'est les voler et leur enlever la vie. Ce ne sont pas nos biens que nous détenons, mais les leurs».

58. Une réforme financière qui n'ignore pas l'éthique demanderait un changement vigoureux d'attitude de la part des dirigeants politiques, que j'exhorte à affronter ce défi avec détermination et avec clairvoyance, sans ignorer, naturellement, la spécificité de chaque contexte. L'argent doit servir et non pas gouverner ! Le Pape aime tout le monde, riches et pauvres, mais il a le devoir, au nom du Christ, de rappeler que les riches doivent aider les pauvres. (...)

• Non à la disparité sociale qui engendre la violence

59. (...) Tant que ne s'éliminent pas l'exclusion sociale et la disparité sociale, dans la société et entre les divers peuples, il sera impossible d'éradiquer la violence. On accuse les pauvres et les populations les plus pauvres de la violence, mais, sans égalité de chances, les différentes formes d'agression et de guerre trouveront un terrain fertile qui tôt ou tard provoquera l'explosion.



Non à une économie de l'exclusion

© Jimi2o via Wikimedia



© Jonathan McIntosh via Wikimedia

L'homme réduit à une seule de ses nécessités : la consommation

L'ÊTRE HUMAIN COMME OBJET DE CONSOMMATION¹

La crise mondiale qui touche les finances et l'économie semble mettre en lumière leurs difformités, et surtout la grave déficience de leur orientation anthropologique qui réduit l'homme à une seule de ses nécessités : la consommation. Et pire encore, l'être humain est considéré comme étant lui-même un bien de consommation qu'on peut utiliser, puis jeter. De fait, nous nous sommes jetés dans une culture du déchet. (...) Ce déséquilibre provient d'idéologies promotrices de l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière, niant ainsi le droit de contrôle aux États chargés pourtant de pourvoir au bien commun.

ON REJETTE LES ENFANTS, LES VIEUX, LES JEUNES²

(...) Vous avez dit un mot clé : le chômage. Cela est grave. (...) Nous sommes dans un système économique mondial où le centre c'est l'argent, ce n'est pas la personne humaine. Et on rejette les enfants – le niveau de naissance en Europe n'est pas très haut. (...) On rejette les personnes âgées : ils ne servent pas, les vieux. (...) Et actuellement on rejette les jeunes. Il y a toute une génération de « ni ni » : ils n'étudient pas et ils ne travaillent pas, et cela est très grave!

EST-CE QUE TU JOUES AVEC TES ENFANTS ?³

(...) Quand je confesse une maman ou un jeune papa, je demande : « Dis-moi, joues-tu avec tes enfants? » La majorité répond : « Comment dites-vous mon père? » « Oui, oui,

1. Discours aux ambassadeurs. 16 mai 2013

2. Conférence de presse au cours du vol de retour de Terre sainte. 26 mai 2014

3. Université du Molise (Campobasso). Samedi 5 juillet 2014

est-ce que tu joues? Tu perds du temps avec tes enfants? » Nous sommes en train de perdre cette capacité, cette sagesse de jouer avec nos enfants. La situation économique nous pousse à cela, à perdre cela. S'il vous plaît, perdez du temps avec nos enfants! (...) Et c'est dans ce contexte que s'inscrit aussi la question du dimanche travaillé, qui n'intéresse pas seulement les croyants, mais intéresse tout le monde, comme un choix éthique. C'est cet espace de la gratuité que nous sommes en train de perdre. La question est : à quoi voulons-nous donner la priorité? Le dimanche libéré du travail, c'est affirmer que la priorité ne va pas à l'économique, mais à l'humain, au gratuit, aux relations non commerciales mais familiales, amicales (...)

DES ENFANTS QUI N'ONT RIEN À MANGER, CE N'EST PAS UNE NOUVELLE⁴

Ce qui commande aujourd'hui, ce n'est pas l'homme, c'est l'argent (...). Si un ordinateur se casse, c'est une tragédie, mais la pauvreté, les nécessités, les drames de tant de personnes finissent par faire partie de la normalité. Si une nuit d'hiver, tout près d'ici, via Ottaviano, par exemple, une personne meurt, ce n'est pas une nouvelle. Si dans tant de parties du monde, il y a des enfants qui n'ont rien à manger, ce n'est pas une nouvelle, cela semble normal. Il ne peut pas en être ainsi! Et pourtant, ces choses entrent dans la normalité : que certaines personnes sans domicile fixe meurent de froid dans la rue, cela n'est pas une nouvelle. En revanche, une baisse de dix points dans les bourses de certaines villes représente une tragédie!

4. Audience générale. Mercredi 5 juin 2013

L'entreprise au service d'une « société inclusive »

Rencontre avec Xavier Deleval

Fondée en 1931 sous l'inspiration de l'encyclique sociale *Quadragesimo anno*¹, l'Association chrétienne des cadres et dirigeants rassemble des responsables d'entreprises, pratiquants ou non, qui se reconnaissent dans les valeurs chrétiennes et qui veulent les vivre dans leur activité professionnelle. Xavier Deleval, président de l'ADIC, entend donner un nouveau souffle à un mouvement confronté aux défis de la crise et aux aspirations de nombreux jeunes cadres à la recherche de sens.



DR

Commençons par votre parcours professionnel...

Après des études d'ingénieur et une carrière internationale, je me suis aperçu, à 40 ans que, si je voulais être maître de mon destin et faire vivre ma famille dans l'environnement que je souhaitais, je devais créer ma propre affaire. C'était il y a 15 ans. L'idée était simple : traiter les notes de frais

de tous les travailleurs mobiles. Ce fut le début de Mobilexpense. Nous avons développé une application. Je suis assez fier d'avoir, à partir d'un petit bureau, créé une société qui emploie une cinquantaine de personnes d'une dizaine de nationalités différentes et qui, à partir d'ici, sert de grandes multinationales dans le monde entier.

Vous avez organisé en mars dernier un colloque sur le thème « Repenser l'entreprise ». Pourquoi ?

Cette initiative se situe dans le prolongement de l'appel du Pape François pour une



« société inclusive ». Dans une telle société, l'entreprise a un rôle important à jouer, car il s'agit de permettre à chacun, non seulement de bénéficier de la solidarité, mais surtout de pouvoir contribuer au bien commun et d'entrer dans une relation d'échange. C'est la pensée centrale du nouveau souffle que j'aimerais donner à l'ADIC (www.adic.be). Si elle a une mission à accomplir, c'est de repenser le sens de l'entreprise. Car les mécanismes de l'économie sont des mécanismes puissants, mais neutres. C'est le sens qu'on leur donne qui est important. Comme Philippe de Woot l'a dit en conclusion de notre journée d'étude, l'ADIC doit rester

centrée sur l'entreprise et faire en sorte qu'elle soit un lieu où se retrouvent des gens engagés dans la vie professionnelle qui veulent donner à leur activité un sens inspiré par les valeurs chrétiennes.

Beaucoup d'institutions chrétiennes s'interrogent sur leur identité chrétienne. Comment l'ADIC aborde-t-elle cette question ?

L'ADIC est fondamentalement chrétienne et doit le rester. Elle ne doit pas être simplement humaniste. Les valeurs chrétiennes ont cette particularité de définir l'homme dans sa relation et son don à l'autre. Certes, elles sont aussi présentes dans d'autres systèmes de pensée, mais le christianisme lui donne un nom. Les chrétiens doivent pouvoir s'engager dans l'entreprise. Cependant, je ne veux pas non plus qu'on soit prosélyte. La pensée chrétienne est à la base une pensée ouverte.

Parmi vos principaux objectifs figure la participation des jeunes cadres au mouvement...

Le vieillissement est un phénomène général. On le voit bien dans les églises. Par contre, la quête de sens existe davantage chez les jeunes que dans notre génération. À l'aube de leur carrière professionnelle, les jeunes se demandent, non seulement ce qu'ils vont faire, mais aussi ce qu'ils veulent être. Ils cherchent du sens. L'ADIC a énormément à apporter aux jeunes pour les aider dans leur démarche. La génération qui les précède peut les aider à cet égard. Car l'ADIC bénéficie de l'expérience de personnes qui sont parfois plus disponibles et qui veulent transmettre leur expérience.

Un des points forts de la journée d'étude récemment organisée par l'ADIC sur le thème « Repenser l'entreprise » fut précisément cette importante présence de jeunes...

Effectivement. Il est réjouissant de voir qu'on a pu rassembler autant de jeunes autour de ce thème pendant huit heures, un week-end. Il est très important de savoir que les jeunes sont en recherche de sens. Un autre enseignement de cette journée est qu'à travers la confrontation entre des orateurs très divers sur différents sujets, les gens ont pu échanger des idées. Il est essentiel de pouvoir réfléchir ensemble au sens de la société et au sens de l'entreprise et de voir

1. Publiée par la Pape Pie XI à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum* du Pape Léon XIII.

comment les différentes générations peuvent, dans un débat qui n'est pas conciliant, s'enrichir de ce conflit d'idées. Il ne faut pas fuir le conflit d'idées, il faut s'en nourrir.

Comment un dirigeant peut-il vivre son idéal chrétien au sein d'une entreprise. N'est-ce pas devenu impossible dans un monde confronté à une concurrence de plus en plus impitoyable ?

C'est toujours difficile, car le monde économique a toujours été difficile. Les choses s'accroissent et les défis sont mondiaux et plus rapides, le niveau de stress augmente. Pour pouvoir affronter ces difficultés, il faut être solide soi-même. Il faut savoir où on veut aller, ce qu'on veut faire et ce qu'on ne veut pas faire. Cette grille de lecture permet d'affronter les difficultés sans se pervertir soi-même et sans se dire le soir « quel homme ai-je été aujourd'hui ? ». Les gens solides dans leurs convictions sont solides face aux défis. La première valeur affichée dans notre entreprise c'est « servir pro-activement » tant les clients que les collègues dans l'entreprise. Tout ce que je fais ne doit pas servir à moi, mais à quelqu'un d'autre. C'est cela la destinée du travail. D'un autre côté, la vocation que j'ai dans mon entreprise, c'est de servir la société en donnant des opportunités à beaucoup de gens. Donner du travail, c'est un de mes moteurs.

Un dialogue existe-t-il avec les syndicats chrétiens qui, si l'on se réfère à leur nom, s'inspirent des mêmes valeurs ?

Travaillant dans une petite PME, je suis peu confronté aux syndicats, mais je souhaite ce dialogue. Il y a énormément à y gagner. Ma théorie, c'est de dire qu'il n'y a pas d'équilibre

moi. Il y a toujours un équilibre dans la rencontre entre deux forces qui se respectent et qui se compensent. Les syndicats ont une place, ils doivent être écoutés, mais ils doivent éviter de jouer un rôle trop politique. La concertation sociale doit rester sociale.

L'Église s'intéresse depuis longtemps aux questions économiques et sociales. Quels sont vos rapports avec les responsables de l'Église ?

Il n'y a pas suffisamment de dialogue aujourd'hui et je le regrette. C'est sans doute parce qu'on ne se connaît pas assez bien. Nous sommes allés récemment au Vatican avec les jeunes qui devaient intervenir lors de notre journée d'étude. « Nous avons besoin de relais dans la société civile et certainement dans le monde économique. Les groupements d'entrepreneurs et de dirigeants chrétiens sont certainement un vecteur que nous voulons considérer plus directement » nous a-t-on dit là-bas. Certains jeunes sont arrivés plutôt sceptiques. Mais ils ont été très impressionnés par l'ouverture au dialogue et la vision des interlocuteurs, notamment une religieuse anglaise qui travaille dans l'entourage direct du Cardinal Turkson, président du Conseil pontifical *Justice et Paix*. Certains sont rentrés en disant « Purée, si c'est cela l'Église, moi j'en suis ! » Cela m'a donné l'idée d'organiser à l'avenir un colloque sur le thème : comment l'entreprise peut-elle pratiquement rencontrer le vœu du Pape pour une société inclusive ?

*Propos recueillis par
Jacques Zeegers*



Lors du colloque « Repenser l'entreprise »

© Erwin De Wolf

L'entrepreneur chrétien : Prêtre, prophète et roi ? Rencontre avec Philippe de Woot

Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, Philippe de Woot a consacré sa vie de chercheur et d'enseignant à l'étude de l'entreprise. Auteur d'un très grand nombre d'ouvrages, chrétien engagé, il n'a cessé ces dernières années d'interpeller les dirigeants chrétiens sur leurs responsabilités. Fervent défenseur de l'économie de marché, il invite toutefois les responsables économiques à adopter une « distance critique » à l'égard d'un système qui, laissé à lui-même, est aussi à l'origine de beaucoup de souffrances.



Dans un article récent, vous avez largement développé l'idée selon laquelle un dirigeant d'entreprise chrétien était appelé à être prêtre, prophète et roi...

Il m'a semblé important de mener une réflexion à partir du rôle spécifique de l'entreprise. À cet égard, la phrase reçue au baptême « vous êtes prêtres, prophètes et rois » me semble être une source de spiritualité pour les chrétiens engagés dans l'économie.

Par ces trois thèmes, j'essaie de retrouver le sens et les valeurs qui devraient présider au développement des systèmes économiques.

Des dirigeants prophètes ?

Il me semble important de garder une distance critique vis-à-vis du système d'économie de marché qui tend à s'étendre au monde entier. Il a certes énormément d'avantages, mais avec l'accélération de la science et de la technologie, il commence à atteindre des limites. Trop souvent, les entrepreneurs prennent ce système comme une donnée. Le rôle du prophète est de voir où l'on va. La concurrence se fait par destruction créatrice : créer du neuf et détruire l'ancien, ce qui est souvent source de souffrances sociales incontestables. Et cela, avec une idéologie complètement dépourvue de ses dimensions éthique et politique.

Ce système est de plus en plus dominé par une pensée unique fondée sur la suprématie du marché et sur son efficacité. Or, nous savons tous que les marchés financiers ne sont pas efficaces et que la concurrence pure n'existe pas. Le système est aussi fondé sur une logique de pouvoir, de domination et de lutte féroce. Il continue à tourner comme si la planète n'était pas en danger. Le prophète ne prédit

pas l'avenir, mais il voit les conséquences des systèmes en vigueur aujourd'hui. Si on continue comme cela, la planète Terre va être abîmée. Être engagé dans une course au progrès technique sans se poser des questions sur son sens et sa finalité est irresponsable.

Et des rois...

Il s'agit ici de la construction du Royaume. Le grand théologien louvaniste, Adolphe Gesché, a notamment expliqué que la création était inachevée et que le rôle de l'homme était de contribuer à son achèvement. C'est dans cette perspective que la fonction royale des chrétiens est engagée. Pour moi, cela veut dire : retrouver la finalité de l'entreprise.

Le rôle spécifique de l'entreprise, c'est la créativité. Après 10 ou 15 ans, une entreprise ne reste performante que si elle renouvelle ses produits, ses procédés, ses compétences. Pour poursuivre avec Gesché, « Dieu s'est retiré, comme la mer, pour laisser la liberté aux hommes d'achever son œuvre ». L'achèvement de l'œuvre de création dans le domaine économique, c'est de mettre cette créativité au service du bien commun. Paul Valéry disait « l'homme sait souvent ce qu'il fait, mais rarement ce que fait ce qu'il fait ». La fonction royale, c'est se demander « est-ce que dans mon métier, je contribue à l'avènement du Royaume, ou est-ce que je freine cet avènement ? » Dieu n'a pas d'autres mains que les nôtres.

Et enfin, la dimension de prêtre...

Il s'agit de faire vivre concrètement les valeurs de l'Évangile. Pour l'entreprise ou l'économiste, il s'agit de remettre du spirituel, de l'éthique et du politique au cœur de l'action. Pour appliquer cela à l'entreprise, il faut reprendre ses trois fonctions majeures.

Il y a d'abord le courage d'entreprendre, d'innover, et de créer un progrès matériel pour l'humanité, qui sera un vrai progrès si on l'oriente bien.

L'aspect sacerdotal de l'esprit d'entreprise consiste à orienter cette **créativité** pour résoudre les défis de la planète. Des entreprises s'orientent dans cette direction, par exemple Umicore qui s'attaque à la dépollution des métaux ou

Danone qui aide des entrepreneurs locaux à développer des produits et des méthodes adaptés à leur environnement dans le tiers monde ou encore la Grameen Bank de Mohamed Yunus orientée vers le micro-crédit pour permettre aux plus pauvres de créer une activité économique.

Le deuxième aspect sacerdotal concerne le *leadership*. La plupart des écoles de gestion enseignent le management, c'est-à-dire l'administration des choses. C'est utile et nécessaire. Mais il y a aussi le gouvernement des hommes. Les business schools se sont surtout appliquées à l'administration de choses. Aussi risquent-elles de former des robots de la seule performance financière. On en voit aujourd'hui les conséquences. Le *leadership*, c'est le gouvernement des hommes. Et cela engage toute la personne avec ses compétences managériales et cérébrales, mais aussi avec son cœur et son âme, ses émotions, sa conscience et sa spiritualité. Tous les vrais *leaders* que j'ai étudiés avaient ces dimensions. Ils étaient des gens intelligents, mais ils étaient aussi sensibles et capables de communiquer et d'écouter. Ils avaient des valeurs et une conscience, pas nécessairement basée sur une religion. Jean Vanier dit que la rencontre consiste à mettre l'autre debout, sur un pied d'égalité, et à l'appeler par son nom. Il a ainsi révolutionné l'approche du monde des handicapés.

La troisième dimension sacerdotale, c'est ce qu'on appelle le *statesmanship*. C'est la dimension politique de l'entreprise. Celle-ci ne peut pas ne pas tenir compte des effets sociaux, politiques ou sociétaux de son action. Et elle doit participer beaucoup plus qu'elle ne le fait aujourd'hui à la discussion démocratique sur le bien commun qui ne peut s'élaborer que par la concertation. Quel monde voulons-nous construire ensemble avec les moyens démiurgiques dont nous disposons? La science, la technologie, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, la longévité, l'Internet, toutes ces choses initiées par le secteur privé doivent être débattues. Que voulons-nous en faire? Pour moi, le bien commun requiert des entreprises qu'elles deviennent citoyennes au plein sens du terme aux niveaux régional et national, mais aussi et surtout au niveau mondial. Jusqu'où peut-on laisser aller ces démiurges et ces Prométhée qui ont tant de pouvoir en main? La fonction sacerdotale du dirigeant d'entreprise, c'est de participer au débat en y apportant son immense compétence en matière scientifique, technologique ou économique. Dans ces domaines, les cadres d'entreprises sont nettement plus compétents que les politiques. C'est pour cela que le dialogue est important.

*Propos recueillis par
Jacques Zeegers*



© Troisième Histoire via Flickr

La crise et la banque

Rencontre avec Étienne de Callatay

Après une carrière dans le secteur public à la Banque Nationale et au Fonds monétaire international, puis comme chef de cabinet adjoint du Premier Ministre, Étienne de Callatay a rejoint la Banque Degroof. Il est aussi professeur à l'Université de Namur.



On entend souvent dire que les banquiers sont les principaux responsables de la crise...

Le secteur financier porte une large part de responsabilité dans la crise, mais les pouvoirs publics aussi, de par leur politique ou leur mauvaise régulation. Le public n'y est pas non plus étranger. Quand un épargnant se rue sur un compte d'épargne rapportant trois fois plus que les autres, convient-il de le déresponsabiliser entièrement?

En ce qui concerne les banquiers, c'est en partie une question d'argent. On peut citer la recherche de rendements sur action particulière-

ment élevés et les bonus extravagants qui poussent à la prise de risque, ou encore le lien entre taille de l'établissement financier et rémunération du management. Il y a aussi une part d'ego, avec ce lien entre ego et argent : pour certains banquiers, la mesure de leur valeur ajoutée est ce qu'ils gagnent. Et puis, la bêtise. Beaucoup ont pris des risques qu'ils ne comprenaient pas.

Dans son encyclique *Evangelii gaudium*, le Pape François écrit qu'une des causes de cette crise se trouve dans notre acceptation de la prédominance de l'argent.

L'argent a aussi des vertus ! Si votre entreprise ne fait pas de profit, c'est peut-être parce que vous n'utilisez pas bien les ressources que vous mobilisez. Ceci dit, on a été beaucoup trop loin et le Pape François a raison. Il ne faut cependant pas désespérer. Aujourd'hui, si les jeunes ne dédaignent pas un emploi bien rémunéré, ils aspirent aussi à un certain degré de liberté et de responsabilité. Ils ont vu que leurs parents ne sont pas devenus plus heureux, malgré une grande abondance matérielle. On peut donc penser qu'ils seront moins âpres au gain.

Un banquier chrétien est-il différent d'un autre? Philippe de Woot invite les chefs d'entreprise chrétiens à être des « prophètes »...

Un banquier chrétien n'est pas différent des autres. Ce n'est pas une question de foi, mais de valeurs. Sur le plan environnemental, sur la manière dont on se comporte avec les fournisseurs ou vis-à-vis des clients et la manière dont on gère les relations avec le personnel, il y a des enseignements à tirer de la Bible, mais ils ne sont pas exclusifs.

Que penser des politiques d'austérité? Ne font-elles pas supporter les conséquences de la crise par les plus faibles?

On peut se demander si c'est le bon moment de faire de l'austérité, mais je ne suis pas non plus partisan d'une relance à tout crin, car bien utiliser cet argent serait difficile et rien ne dit que tout ira bien demain. La justice entre les générations invite à la modération budgétaire.

Bien entendu, il faut que l'austérité, qui, dit en passant, est très hétérogène au sein de la zone euro, entre la Grèce et la France, par exemple, épargne les plus faibles. Toutefois, ce n'est pas parce qu'une mesure toucherait notamment les plus faibles qu'il faut la condamner. Cette mesure est peut-être une bonne mesure, mais elle demande d'être complétée par une aide ciblée sur les plus faibles.

Le vrai problème avec les politiques d'austérité est la soumission aux contraintes de l'urgence. Les réductions de dépense linéaires, où tous les postes sont réduits dans la même proportion, sont stupides, car on touche de la même manière aux dépenses inutiles et aux dépenses nécessaires, alors qu'il faut absolument améliorer l'efficacité de l'intervention des pouvoirs publics.

*Propos recueillis par
Jacques Zeegers*



En Grèce, émeutes suite aux politiques d'austérité

La personne au centre

Une application de l'économie de communion

Mise en œuvre depuis les années '90 par le mouvement des *Focolari*, l'économie de communion représente un modèle économique au service de l'homme. Construite sur un principe de solidarité, elle invite ses participants à entretenir une culture du don envers les plus défavorisés. Ce modèle d'économie solidaire, porté par la spiritualité du mouvement, tend à instaurer et à développer une fraternité humaine, y compris sur le plan matériel.



© www.eoc-nairobi-2015.info

Saluée par l'Unesco et par plusieurs centaines de thésards, sujet d'un congrès international en mai dernier, l'économie de communion est aujourd'hui ancrée dans les réalités locales par le biais de plus de 860 entreprises qui se sont engagées à en suivre les préceptes. Un modèle à vivre, comme en témoigne Paul Croon, membre des *Focolari* et administrateur de la SA Croon assurance d'Eghezée.

Comment avez-vous découvert l'économie de communion ?

En 1991, j'étais à Rome, au centre des *Focolari*, pour une rencontre sur le charisme de l'unité dans la société. Chiara Lubich, fondatrice et présidente du mouvement, se trouvait alors au Brésil. Là-bas, elle comprit que même si la communion des biens était vécue au sein du mouvement, elle ne suffisait pas pour que chacun puisse vivre dignement. Elle eut alors l'intuition que les richesses des entreprises pouvaient être mises au service de cette communion. Ceci, en investissant les bénéfices d'entreprises performantes dans leur propre pérennité, dans une « culture du don », ainsi que dans le développement d'une nouvelle mentalité basée sur le partage. Ce que Chiara Lubich avait suggéré pour le Brésil eut un retentissement mondial immédiat. De nombreuses personnes proposèrent soit des capitaux, soit des compétences pour se lancer dans cette nouvelle aventure. Le monde académique emboîta le pas...

Comment ces principes se traduisent-ils concrètement au sein de votre activité professionnelle ?

Depuis 7 ans, mon fils et moi-même sommes associés dans notre société qui travaille dans le secteur de la banque et des assurances. Nous travaillons avec 8 collaborateurs. Nous avons mis la personne au centre de nos préoccupations : qu'il s'agisse du personnel, des clients, des fournisseurs, ou même de l'État. Nous avons progressivement augmenté les avantages salariaux du personnel

et orienté notre offre d'assurances en ciblant les besoins réels du client, sans tenir compte de nos commissions. Notre devise est « le client doit être plus heureux en sortant de l'agence qu'en y entrant ». Nous faisons aussi confiance à celui que nous appelons « l'associé invisible ». Nous cherchons à appliquer ce que Jésus nous a conseillé : « cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice et le reste vous sera donné par surcroît ». Pour nous, ce surcroît est bien présent. Dans le même esprit, nous sponsorisons des associations de la région et d'ailleurs.

Quels sont, pour vous, les fruits de ce modèle économique ?

Depuis le rachat de l'agence en 2008, nous avons presque doublé le nombre de clients. Nous démarchons très peu, mais les clients satisfaits en envoient d'autres, et cela dure depuis 7 ans. De temps à autre, nous bénéficions aussi d'un petit clin d'œil du ciel dans les moments difficiles : récemment, le contrat d'une employée s'est terminé et un autre employé était absent pour une durée indéterminée. Nous étions submergés de travail. Quelques jours plus tard, un ami nous présente une personne qui satisfaisait exactement aux conditions nécessaires !

Malgré tout le travail, nous avons cette joie de pouvoir donner et recevoir.

*Propos recueillis par
Paul-Emmanuel Biron*



© www.eoc-nairobi-2015.info



Finance : un regard chrétien

De la banque médiévale à la mondialisation financière

Bien qu'il soit paru en 2013, le livre de Pierre de Lauzun fait à nouveau parler de lui, puisqu'il vient de recevoir le prix 2015 du concours international « Économie et Société » de la fondation vaticane *Centesimus Annus - Pro Pontifice*. On y retrouve les deux qualités essentielles que l'on doit attendre d'un tel ouvrage, à savoir une parfaite maîtrise technique (l'auteur a travaillé de nombreuses années dans le secteur de la finance) et une très bonne connaissance de la doctrine sociale de l'Église.

D'HIER À AUJOURD'HUI

Pierre de Lauzun commence par rappeler que l'économie était bien présente dans l'Évangile, comme le montrent les nombreuses allusions qui y sont faites, notamment dans les paraboles. Il se livre ensuite à une analyse très pertinente des positions prises dans ce domaine par les théologiens et les moralistes du Moyen Âge, notamment saint Thomas d'Aquin. L'accent y est mis sur la notion de juste prix : le marché pouvait servir de référence à condition que l'on prenne aussi en considération d'autres facteurs.

La question du prêt à intérêt y est également analysée en détail. Bien que théoriquement interdit jusqu'au 19^{ème} siècle, de nombreuses exceptions ont été tolérées, notamment lorsque l'usage de l'argent par l'emprunteur était réellement productif.

On retrouve aussi dans l'ouvrage une présentation des grands thèmes de la doctrine sociale de l'Église qui reconnaît la légitimité du profit et du marché pour autant qu'ils contribuent au bien commun.

LES MARCHÉS FINANCIERS

Ces principes sont naturellement d'application dans le domaine de la finance, sujet de l'ouvrage. Pierre de Lauzun montre l'utilité des marchés financiers sans lesquels l'économie moderne pourrait difficilement se développer. Ils sont indispensables pour assurer une bonne allocation des capitaux disponibles et pour une prise en charge des risques inhérents à l'activité économique par ceux qui en ont les moyens et qui ont la capacité de

les analyser correctement. Mais à cet égard, il convient de se garder de certaines illusions qui nourrissent les « bulles » spéculatives. La première est celle qui fait croire que les marchés financiers sont efficaces. Les nombreuses crises

survenues ces dernières décennies sont là pour prouver le contraire. La raison essentielle en est que les acteurs agissent non pas en fonction de la valeur intrinsèque des actifs, mais des opinions qu'en ont les autres acteurs. Bien que nécessaire, le marché ne peut donc être l'unique référence. La deuxième illusion consiste à croire que les risques sont totalement maîtrisables. On finit alors par les ignorer ou les sous-estimer ce qui entraîne les acteurs du marché à prêter ou emprunter sans mesure jusqu'à ce que le système s'effondre. Car, Pierre de Lauzun le montre très bien, les crises financières ont quasi toujours comme origine un excès de crédit.

La réglementation et la surveillance des marchés par les pouvoirs publics sont donc indispensables, mais elles risquent d'être vaines si les acteurs ignorent les exigences de l'éthique et du bien commun. Comme l'auteur l'écrit dans sa conclusion, « la finance est un métier complexe, de haute technologie, à risque élevé, impliquant de lourdes responsabilités. Elle devrait donc demander un haut niveau de raison et de vertu ».



Pierre de Lauzun, *Finance : un regard chrétien - De la banque médiévale à la mondialisation financière*. Éd. Embrasure, 2013

Jacques Zeegers